



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée
10 octobre 2011
Français
Original: anglais

Groupe de travail sur la traite des personnes

Quatrième session

Vienne, 10-12 octobre 2011

Projet de rapport

Additif

III. Traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes

1. À ses 1^{re} et 2^e séances, le 10 octobre 2011, le Groupe de travail a examiné le point 2 de l'ordre du jour, libellé comme suit:

“Traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes.”

2. Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail était saisi du document d'information sur la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes établi par le Secrétariat (CTOC/COP/WG.4/2011/2).

3. La Présidente a prononcé une allocution inaugurale. Une déclaration a également été faite par le Secrétariat.

4. Des déclarations ont été faites par les représentants des États parties au Protocole relatif à la traite des personnes suivants: Fédération de Russie, Belgique, Israël, Chili, Inde, Norvège, Portugal, Égypte, Indonésie, Espagne, Équateur, Algérie, Chine, Colombie, Nigéria, Philippines, Mexique, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Pérou et Autriche.

5. Le Groupe de travail a également entendu une déclaration de l'observateur de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Le Groupe de travail a adopté les recommandations suivantes:

1. Il faudrait encourager la coordination entre les entités du système des Nations Unies en ce qui concerne le trafic d'organes, de tissus et de cellules.

2. Les États parties devraient encourager les entités compétentes des Nations Unies à collecter des données factuelles sur la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes pour favoriser une meilleure compréhension et une



meilleure connaissance de ce phénomène tout en reconnaissant la différence avec le trafic d'organes, de tissus et de cellules.

3. Les États parties devraient faire un meilleur usage de la Convention contre la criminalité transnationale organisée et du Protocole relatif à la traite des personnes pour lutter contre la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes, notamment en ce qui concerne les enquêtes conjointes et la collecte de renseignements.

4. Les États parties devraient s'assurer que les lois relatives à la traite des personnes s'appliquent à la traite à des fins de prélèvement d'organes, de tissus et de cellules.

5. En vue de réglementer le marché licite du don d'organes, les États parties devraient mettre en place un programme spécifique pour la transplantation d'organes et, au besoin, envisager un régime de consentement tacite des donneurs.

6. Les États parties devraient élaborer des programmes de sensibilisation à l'achat illégal d'organes, de tissus et de cellules et à la traite des personnes à l'intention des victimes et des receveurs d'organes.

7. Les États parties devraient encourager les spécialistes de la traite des personnes à travailler en concertation avec les professionnels de la santé concernés pour mettre en place des marchés licites et organisés et mieux aider tous les acteurs à détecter et à combattre la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes, de tissus et de cellules.

8. Il faudrait encourager le recours aux partenariats public-privé dans le cadre de la prévention de la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes, de tissus et de cellules.

9. L'UNODC devrait élargir sa base de connaissances sur ce sujet en réalisant des évaluations ou des études sur les causes profondes du phénomène, les modes opératoires utilisés, le tourisme de la transplantation et ses liens avec la traite des personnes, l'écart entre l'offre et la demande et la manière de prévenir le trafic d'organes, de tissus et de cellules.

10. L'UNODC devrait mettre au point un module de formation sur la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes et les conduites qui y sont liées et commencer à fournir une assistance technique, notamment en matière d'enquête, d'échange de renseignements et de coopération judiciaire internationale.